

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 24/12/2024

ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **OCEALIA**

51 Rue Pierre Loti  
16100 Cognac

Références : 0007207112/2024/631  
Code AIOT : 0007207112

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2024 dans l'établissement OCEALIA implanté 16 RUE DE LA GRANDE VILLE 17160 LA BROUSSE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite est réalisée dans le cadre du suivi des actions correctives sur les non-conformités constatées lors de la dernière inspection et pour lesquelles la société a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 4 mars 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OCEALIA
- 16 RUE DE LA GRANDE VILLE 17160 LA BROUSSE
- Code AIOT : 0007207112
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société Océalia exploite sur la commune de La Brousse des installations de stockage de céréales soumises à la législation des ICPE.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- ATEX
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Empoussièrement	AP de Mise en Demeure du 04/03/2024, article 2	Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective	1 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 04/03/2024, article 2	Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Installations de transfert de grains	AP de Mise en Demeure du 04/03/2024, article 2	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection considère que l'ensemble des points de non-conformité ayant fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure ont été levés.

L'exploitant doit toutefois faire réceptionner la réserve incendie par les services du SDIS17 et actualiser le classeur de sécurité en faisant mentionner le nom du nouveau chef de silo.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Empoussièrement

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/03/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de nettoyage des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant se met en conformité avec les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 : <ul style="list-style-type: none"><li>annexe I §3.5 - délai 1 mois, en débarrassant les silos des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements ; en remettant en état les témoins d'empoussièrement ; en remettant en état les équipements à l'origine de fuites de grain ;</li><li>annexe I §3.5 - délai 1 mois, en sensibilisant le personnel au respect des procédures de</li></ul>

<p>nettoyage et notamment au respect des périodicités ; [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite d'inspection a permis de constater un niveau d'empoussièrement faible et satisfaisant dans chaque partie du silo.</p> <p>La fuite de grains constatée lors de la dernière visite d'inspection au niveau de la galerie supérieure a été colmatée.</p> <p>L'exploitant a remis en place des témoins d'empoussièrement au niveau des étages de la tour de manutention.</p> <p>L'inspection a examiné le registre de nettoyage (ref E-QUAL-06 du 07§06/2021) au titre de l'année 2024. Les dates de nettoyage indiquées sur le registre sont en adéquation avec les fréquences fixées par l'exploitant dans les consignes.</p> <p>Le site est équipé d'un aspirateur adapté et dédié au site.</p> <p>Les consignes relatives au nettoyage sont disponibles sur le réseau interne de la société OCEALIA.</p> <p>Le classeur de sécurité du silo de La Brousse est à actualiser avec la nomination du nouveau Chef de silo qui est en poste depuis quelques semaines.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant actualise le classeur de sécurité du site suite à la nomination du nouveau chef de silo.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/03/2024, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant se met en conformité avec les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>annexe I §4.3, en faisant procéder à la mise en conformité des moyens de lutte contre l'incendie du site permettant l'intervention des services d'incendie et de secours (SDIS) sur les installations : <ul style="list-style-type: none"> <li>délai 3 mois, en définissant les appareils incendie ou points d'eau assimilés aux moyens en eau du site et en justifiant de leur bon dimensionnement, de leur entretien annuel et de leur accessibilité ; dans le cas d'un moyen en eau de type point d'eau, en faisant</li> </ul> </li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>réceptionner ce dernier par le SDIS ;</li> <li>délai 3 mois, en mettant en place une colonne sèche dans la tour de manutention conforme et desservant tous les étages de la tour ;[...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place une réserve d'eau incendie en bâche souple de 120 m<sup>3</sup> sur une parcelle située à moins de 200 mètres du site, avec l'accord de la Mairie de La Brousse, et afin de respecter les recommandations du SDIS.</p> <p>Une demande de réception doit être faite auprès du SDIS17 à l'adresse suivante : deci@sdis17.fr.</p> <p>Une signalisation été mise en place au niveau de l'aire d'aspiration.</p> <p>La visite a permis de constater la mise en place d'une colonne sèche dans la tour de manutention desservant chaque étage de la tour.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fait réceptionner la réserve incendie par les services du SDIS17.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>
<p><b>N° 3 : Installations de transfert de grains</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/03/2024, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositif de detection d'incident de fonctionnement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant se met en conformité avec les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>annexe I §4.16 - délai 15 jours, en mettant en conformité le dispositif de détection d'incident de fonctionnement observé comme défaillant le jour de l'inspection et en s'assurant que les autres dispositifs sont conformes ;</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a procédé à la remise en état du système de détection de bourrage sur le transporteur à chaîne, situé dans la fosse des élévateurs.</p> <p>Un test de fonctionnement le jour de l'inspection a permis de constater que ce système était de nouveau opérationnel.</p> <p>L'exploitant a confirmé que la manutention et les installations de dépoussiérage sont asservies à l'ensemble des dispositifs de détection et reliées à une alarme sonore et visuelle (sur le poste de contrôle).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>